



Santé et service public ne sont pas les priorités des dirigeants de la presse, ni de La Poste

Vendredi et samedi, des groupes de presse comme le groupe La Montagne/Centre-France, Ebra, *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, *Le Figaro* et des journaux tels que *Midi-Libre* ou *Le Télégramme* ont déclaré La Poste, coupable ! Coupable de quoi ? D'effectuer des tournées un jour sur trois dans ce contexte exceptionnel et inédit.

La Poste a déclenché la colère de dirigeants de presse. Colère qu'ils ont relayée dans des dossiers « quand La Poste vous prive de votre journal » ou des éditos. Cette communication s'apparente à un tract patronal de grande envergure. A Centre France, la directrice des rédactions a été jusqu'à prendre à témoin les lecteurs, en évoquant « une prise d'otages ». Une pétition a même été lancée et des élus interpellés pour peser sur la direction de La Poste.

En réalité, patrons de la presse et dirigeants de La Poste, au-delà des divergences affichées, font preuve de la même légèreté quant à la santé et à la sécurité des postières et des postiers, comme de la population. La nouvelle organisation de la distribution du courrier s'est faite sous la pression des personnels (notamment via l'exercice massif du droit de retrait) et des organisations syndicales postales. Cela permet certes aux postier-e-s de souffler un peu, mais les risques de contamination demeurent. La décision de distribuer le courrier trois jours d'affilée dans la semaine a, de plus, été prise unilatéralement.

Six organisations syndicales de La Poste avaient écrit au PDG de La Poste et au ministre de l'Economie, en demandant que l'Etat, La Poste, les organisations syndicales, les élu-e-s et les associations de consommateurs puissent discuter des missions vitales à assurer dans cette période de crise sanitaire. Elles n'ont pas été entendues. De fait, même si des mesures sont prises, la matrice reste la même : le business avant tout.

Le Syndicat national des journalistes et Sud PTT condamnent la position cynique des patrons de presse et l'attitude irresponsable des dirigeants de La Poste. Mais ce n'est certainement pas à l'Alliance, le groupement des patrons de presse écrite, dirigé par Jean-Michel Baylet, de donner des leçons de service public.

Oui, des pertes financières sont annoncées dans les entreprises de presse. Mais, est-ce que cela vaut le prix d'une vie ?

Pour nos deux organisations syndicales, cette offensive du patronat de la presse ne saurait nous faire oublier que, fondamentalement, nos dirigeants ont les mêmes intérêts. Tous, isolés dans leur bureau ou à la maison, font d'ailleurs preuve de la même inconséquence que le gouvernement... Une inconséquence que celles et ceux qui sont en bas de l'échelle paient au prix fort.

Paris, le 1^{er} avril 2020.